

Accord interprofessionnel
INDEMNISATION DU CHÔMAGE PARTIEL
DANS LA COOPÉRATION AGRICOLE
(19 juin 1985)

(Etendu par arrêté du 7 janvier 1986,
Journal officiel du 24 janvier 1986)

AVENANT N° 5 DU 30 OCTOBRE 2012

NOR : AGRS1397049M

Entre :
Coop de France,
D'une part, et
La CFTC-Agri ;
La FGA CFDT ;
La FGTA FO ;
Le SNCOA CFE-CGC,
L'UNSA2A,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dispositions révisées

1.1. L'article 1^{er} de l'annexe I est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque heure indemnisable en application de l'accord national interprofessionnel du 19 juin 1985 donnera lieu au versement par l'entreprise d'une indemnité horaire égale à 60 % de la rémunération brute servant d'assiette au calcul de l'indemnité de congés payés prévue à l'article L. 3141-22 du code du travail ramenée à un montant horaire sur la base de la durée légale du travail applicable dans l'entreprise ou, lorsqu'elle est inférieure, la durée collective du travail ou la durée stipulée au contrat de travail. »

1.2. A la fin de l'article 4 est ajouté le paragraphe suivant :

« Afin de neutraliser les effets du chômage partiel sur la répartition de la participation et de l'intéressement, lorsque cette répartition est fonction des salaires perçus, il convient de prendre en compte les salaires que les intéressés auraient perçus s'ils n'avaient pas été en chômage partiel, pour procéder à cette répartition. »

1.3. L'article 8 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les indemnités conventionnelles définies par le présent accord s'ajouteront à l'indemnité de congés payés calculée en application de l'article L. 3141-22-II du code du travail.

Pour l'acquisition des droits à congés payés, la durée des périodes de chômage partiel est prise en compte en totalité pour le calcul de la durée des congés payés. »

Article 2

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Notification et dépôt

Le présent avenant est établi établi conformément aux articles L. 2222-1 et suivants du code du travail en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales.

Article 4

Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du jour de sa signature.

Article 5

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)